



MINISTÈRE
DE LA CULTURE

ARCHIVES
NATIONALES

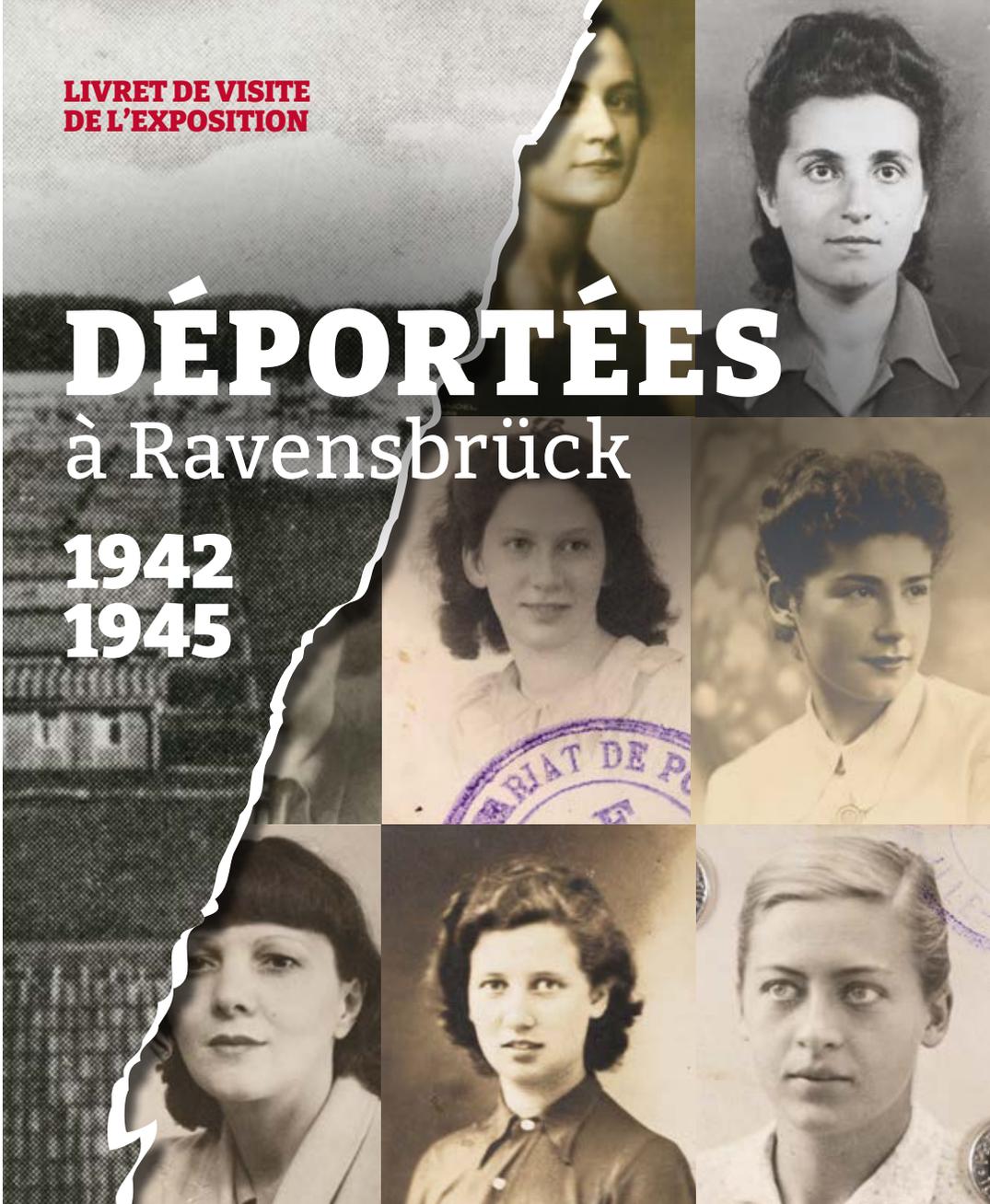
*Liberté
Égalité
Fraternité*

**LIVRET DE VISITE
DE L'EXPOSITION**

DÉPORTÉES

à Ravensbrück

**1942
1945**



À propos des Archives nationales

Les Archives nationales, établissement du ministère de la Culture, sont le plus grand centre d'archives d'Europe. Mémoire de la France, elles conservent et communiquent aux publics les archives de l'État depuis le Moyen Âge, celles des notaires parisiens et des archives privées d'intérêt national. Elles contribuent à la connaissance de l'histoire et au partage des valeurs citoyennes auprès du grand public, en particulier des plus jeunes, par leurs expositions, publications et autres activités de médiation.

Ce livret a été réalisé dans le cadre de l'exposition
Déportées à Ravensbrück, 1942-1945,
présentée aux Archives nationales du 3 février au 16 juin 2023.

Préface

Cette exposition est dédiée à toutes les femmes déportées pendant la Seconde Guerre mondiale qui, au-delà de leurs origines sociales, de leurs engagements politiques, de leurs parcours ultérieurs, ont en commun d'avoir connu l'horreur des camps, la tentative de déshumanisation nazie et la souffrance, parfois jusqu'à la mort.

Restituer les itinéraires de seize déportées, leur opposition au régime nazi, leur arrestation, leur internement, leur quotidien et leur survie à Ravensbrück, mais aussi « l'après », leur reconstruction et leur engagement pour la mémoire de la Résistance et de la déportation, telle a été notre ambition.

Documents et objets pour la plupart inédits, croisant archives privées et publiques, témoignent d'une dichotomie permanente entre espoir et menace, humanité et barbarie, lumière et noirceur. Sans occulter les drames vécus et les difficultés de réinsertion dans la société d'après-guerre, ils mettent l'accent sur la solidarité, les liens affectifs et intellectuels étroits conservés par les rescapées, souvent tout au long de leur vie, et restituent une histoire sensible et incarnée de la déportation.

Nous espérons ainsi contribuer à la mémoire de ces femmes exceptionnelles, parfois encore méconnues...

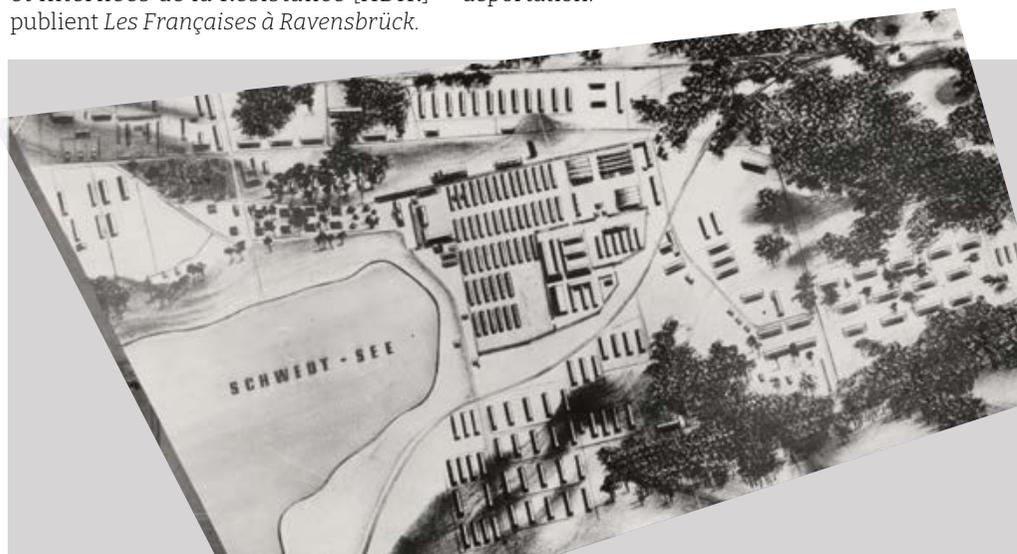
Bruno Ricard

Directeur des Archives nationales

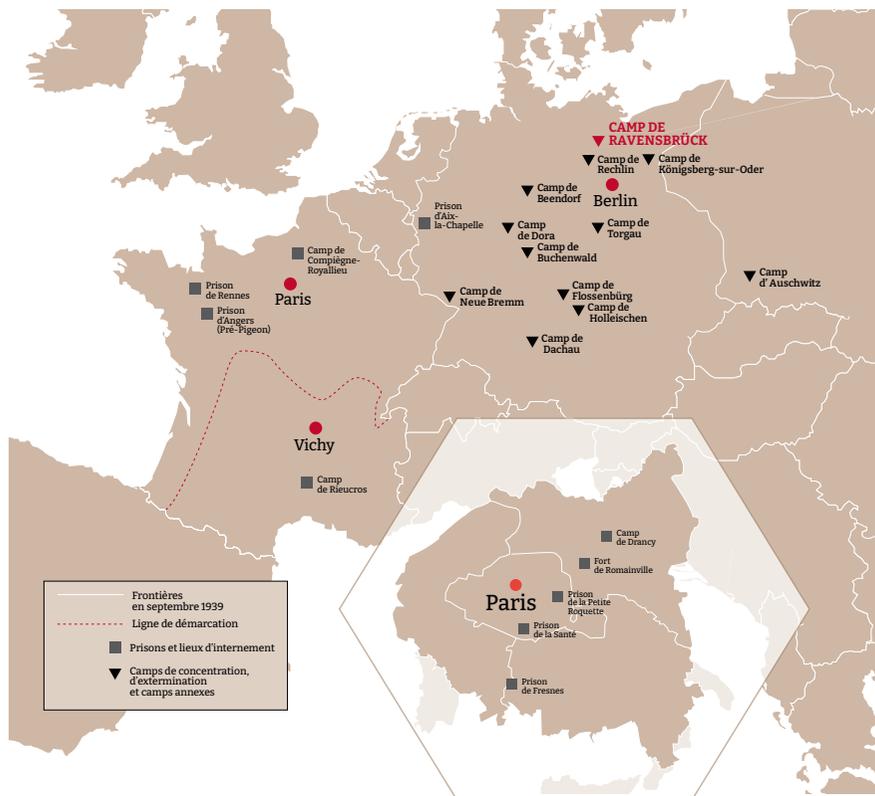
La déportation des femmes à Ravensbrück

Entre janvier 1942 et septembre 1944, 9 000 femmes vivant en France sont déportées en Allemagne du fait de leur opposition au régime nazi. Environ 7000 d'entre elles sont transférées au camp de concentration de Ravensbrück, situé à 80 kilomètres au nord de Berlin. Entre l'ouverture du camp en mai 1939 et sa libération par l'Armée rouge en avril 1945, environ 130 000 personnes y sont incarcérées : des résistantes - principalement -, des femmes déportées pour motifs religieux ou communautaires (Juives, Tziganes, témoins de Jéhovah), des femmes décrites comme « marginales » selon le régime nazi (asociales, détenues de droit commun, prostituées notamment), mais aussi un petit nombre d'hommes. Parmi les dizaines de milliers de détenues décédées à Ravensbrück, on compte environ 1 500 Françaises. En 1965, l'Amicale de Ravensbrück et l'Association nationale des déportées et internées de la Résistance [ADIR] publient *Les Françaises à Ravensbrück*.

Cet ouvrage pionnier rassemblant témoignages et documentation, traduit en allemand en 2020, a servi de point de départ à l'exposition *Résistance, répression, déportation. Femmes de France au camp de concentration de Ravensbrück, 1942-1945*, inaugurée au mémorial du camp de Ravensbrück en avril 2022. En écho à cette manifestation, les Archives nationales présentent des documents et des objets originaux issus de leurs fonds. Grâce à un croisement entre archives publiques et archives privées (collectées auprès d'associations, d'anciennes déportées et de leurs proches), l'exposition aborde, à travers les parcours de seize femmes, les thèmes de la surveillance et de l'arrestation, de l'engagement dans la Résistance, de l'internement en France, du quotidien et de la survie à Ravensbrück, et, enfin, du retour des rescapées et de leur engagement pour la mémoire de la Résistance et de la déportation.



Les lieux d'internement et de transit des déportées



Plan du camp de Ravensbrück pendant sa période de fonctionnement

Archives de la FNDIRP [Fédération nationale des déportés et internés, résistants et patriotes]

Le camp de Ravensbrück est construit à proximité du village du même nom à partir de novembre 1938. Situé sur la rive du lac de Schwedtsee, en face de la ville de Fürstenberg-Havel, Ravensbrück est le plus grand camp de concentration pour femmes des territoires du Reich et le plus étendu après le complexe d'Auschwitz-Birkenau. Les 900 premières prisonnières, principalement des Allemandes antinazies, y sont acheminées depuis le camp de Lichtenburg en mai 1939.

CAMP DE RAVENSBRÜCK

MAI 1939

**OUVERTURE
DU CAMP DE
CONCENTRATION
DE RAVENSBRÜCK**

DÉBUT 1942

**ARRIVÉE DES
PREMIÈRES FEMMES
VENUES DE FRANCE**

MARS 1933

**OUVERTURE DU CAMP
DE CONCENTRATION
DE DACHAU**

Premier camp de concentration mis en place par le régime national-socialiste.

**1^{er} SEPTEMBRE
1939**

**INVASION DE LA
POLOGNE PAR
L'ALLEMAGNE ET
DÉCLENCHEMENT DE
LA SECONDE GUERRE
MONDIALE**

22 JUIN 1940

**SIGNATURE PAR
LA FRANCE D'UNE
CONVENTION
D'ARMISTICE AVEC
L'ALLEMAGNE**

Le pays est scindé en deux : au nord, les forces d'occupation allemandes ; au sud, le régime de Vichy.

**7 DÉCEMBRE
1941**

**DÉCRET NACHT
UND NEBEL**

Pour renforcer la logique de déportation massive, les opposants au régime nazi sont transférés à l'Est sans laisser de traces.

**11 NOVEMBRE
1942**

**INVASION DE LA
ZONE SUD
PAR LES
ALLEMANDS**

SECONDE GUERRE MONDIALE

**28 AVRIL
1943**

**PREMIER
CONVOI
DIRECT
PARTI DE
FRANCE
(COMPIÈGNE)**

**15 AOÛT
1944**

**DERNIER
CONVOI PARTI
D'ÎLE-DE-
FRANCE**

**SEPTEMBRE
1944**

**OUVERTURE
DE LA
KINDERZIMMER**
La « chambre des
enfants » accueille
les accouchées, et
les nouveau-nés
jusqu'à 3 mois.
Rares sont les
enfants qui
survivent.

**JANVIER
1945**

**CONSTRUCTION
ET MISE
EN SERVICE
DE LA CHAMBRE
À GAZ**

**À PARTIR
DU 8 AVRIL
1945**

**OPÉRATION
D'ÉVACUATION
« BUS BLANCS »**
7 000 prisonnières
sont prises en
charge par la Croix-
Rouge, à la suite
d'une négociation
avec Himmler.

**30 AVRIL
1945**

**LIBÉRATION
DU CAMP
PAR L'ARMÉE
ROUGE**

6 JUIN 1944

**DÉBARQUEMENT
DES TROUPES
ALLIÉES EN
NORMANDIE**

La nouvelle
parvient parfois
clandestinement
dans les camps,
apportant de
l'espoir aux
déportés.

DE JUILLET 1944 À MAI 1945

**LIBÉRATION DES CAMPS DE CONCENTRATION
ET D'EXTERMINATION**

Majdanek est le premier camp libéré, le Stutthof
le dernier. Auschwitz est libéré le 27 janvier 1945.

8 MAI 1945

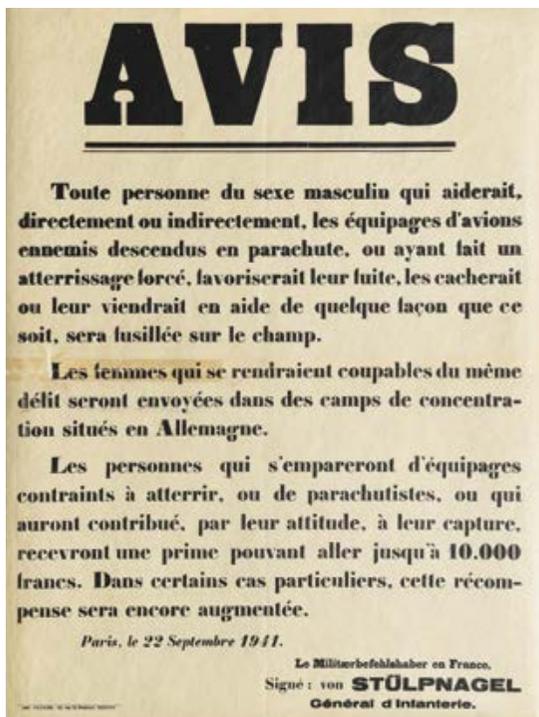
**CAPITULATION
DE L'ALLEMAGNE
NAZIE ET FIN
DE LA SECONDE
GUERRE
MONDIALE EN
EUROPE**

Surveillance et répression

Le premier rouage des systèmes de répression collaborationniste et nazi, prélude à toute arrestation, réside dans la surveillance des personnes suspectes, c'est-à-dire les communistes, les syndicalistes, les étrangers, les minorités religieuses ou toute personne soupçonnée d'appartenir à la Résistance.

Cette surveillance est facilitée par les activités de fichage policier menées avant 1939, dont les dossiers sont repris par la police de Vichy.

Des figures du mouvement ouvrier font l'objet d'une surveillance policière régulière dès les années 1920, ce qui facilite leur arrestation pendant l'Occupation. Les étrangères – républicaines espagnoles, Italiennes antifascistes ou femmes juives fuyant les persécutions – sont également la cible d'un recensement qui accélère leur traque. Les archives de la répression allemande reflètent, elles aussi, une connaissance détaillée des activités jugées suspectes des femmes recherchées.

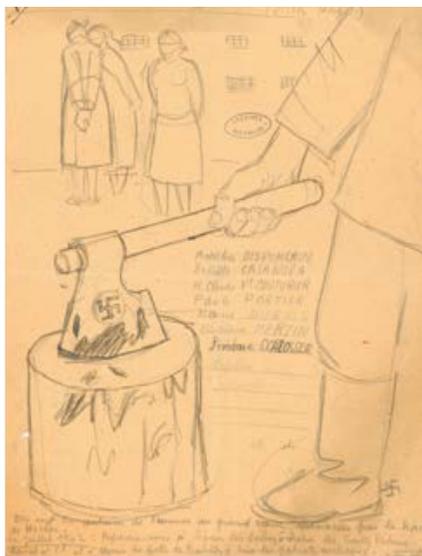


Avis (*Bekanntmachung*) du commandant militaire (*Militärbefehlshaber*) en France en date du 22 septembre 1941, concernant l'interdiction faite à la population d'apporter un soutien quelconque aux équipages d'avion arrivés sur le territoire occupé. En cas de non-respect de cette interdiction, les hommes seront fusillés et les femmes déportées. La notion de « camp de concentration » est employée explicitement.

Archives nationales, fonds du Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale, CP/72AJ/796

Organisations de résistance

Dès 1940, la Résistance se met en place sous la forme de mouvements et de réseaux pour lutter contre la présence allemande en France. Ces organisations mettent clandestinement sur pied, depuis l'intérieur ou l'extérieur du territoire français, des actions stratégiques et armées visant l'occupant et le régime de Vichy. Elles diffusent aussi de la propagande contre ces derniers. En décembre 1941, le décret *Nacht und Nebel* [NN], renforçant la logique de déportation massive, ordonne que les opposants



Affiche clandestine saisie en 1942 à Paris, au 30 rue de Cîteaux, par la police française dans le cadre d'une procédure contre des résistants.

Archives nationales, fonds de la section spéciale de la cour d'appel de Paris, Z/4/147/A, dossier 543, scellé 92



Tract réalisé par le service de diffusion clandestine de la France libre.

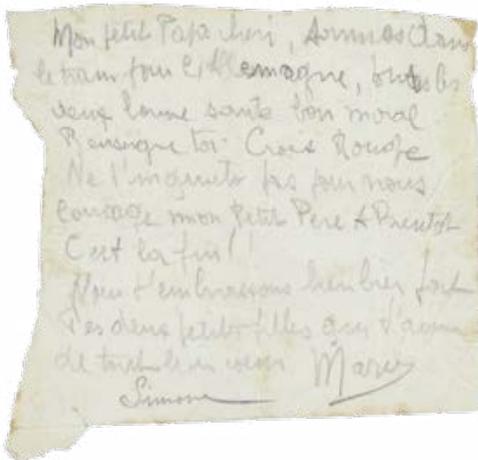
Archives nationales, collection de tracts, journaux et imprimés divers, 78AJ/20

au régime nazi soient transférés à l'Est sans laisser de traces (en disparaissant dans « la nuit et le brouillard »). À partir de 1942, de nombreux résistants arrêtés en France, après avoir été interrogés et torturés, sont incarcérés dans des camps de concentration situés sur les territoires du Reich. Des pans entiers d'organisations de résistance sont parfois démantelés, entraînant la déportation voire l'exécution de dizaines, parfois de centaines de leurs membres. C'est le cas du réseau du musée de l'Homme dont fait partie Germaine Tillion, ou encore de la Confrérie Notre-Dame à laquelle est rattaché le réseau de Simone Michel-Lévy.

Internement et transfert au camp

Après leur arrestation, les détenues sont incarcérées dans les sections allemandes ou françaises des prisons. Elles y restent parfois de longs mois avant d'être déportées. La promiscuité, les tortures et la fréquentation des prisonnières de droit commun rendent le quotidien très lourd, mais la solidarité entre détenues politiques, entretenue par de petits cadeaux ou le chant de *La Marseillaise*, permet de tenir.

Celles qui sont à l'isolement tentent par tous les moyens de communiquer, notamment en frappant sur les tuyaux de leur cellule. Le fort de Romainville ou le camp de Compiègne constituent souvent la dernière étape avant la déportation. Le trajet en train, dans des wagons à bestiaux, vers une destination inconnue, est l'ultime occasion de faire passer des petits mots. Jetés du train, ceux-ci sont ramassés sur les voies – souvent par des cheminots – et envoyés aux familles. Les quelques jours de trajet, dans de terribles conditions d'hygiène, sont déjà la préfiguration de l'enfer du camp.



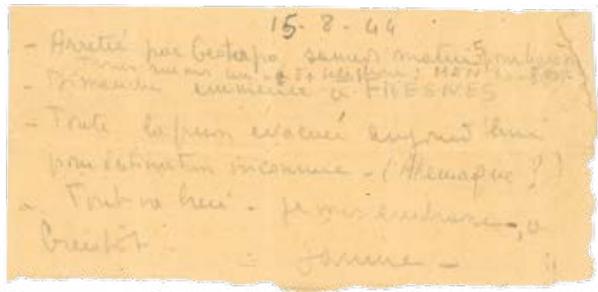
Mon petit Papa cher, Arrivas dans
le train pour l'Allemagne, attends
sans aucune santé ton moral
Rassure toi: Croix Rouge
Ne l'ingénier pas pour nous
Courage mon petit Père & Proutch
C'est la fin!
Avec d'embrassons bien bien fort
Pas de nos petites filles qui t'aiment
de tout leur cœur Marie
Simone

**Message adressé par Marie
et Simone Alizon à leur père
et jeté du train à destination
d'Auschwitz-Birkenau
le 24 janvier 1943.**

Archives nationales,
fonds Simone Alizon, 72AJ/2938

**Billet clandestin rédigé en
prison en 1944
par Janine Carlotti.**

Archives nationales,
fonds Janine Carlotti, 72AJ/
NC_JPL/13



15-8-44
- Arrêté par Gestapo samedi matin 5 heures
- Transféré en camion à FLESMES
- Toute la prison évacuée en train
pour destination inconnue - (Allemagne?)
- Tout va bien - je suis en bonne santé
Bonne nuit
Janine

Vie au camp

Les premières déportées venues de France arrivent à Ravensbrück au début de l'année 1942. Certaines sont transférées depuis des prisons allemandes, comme Aix-la-Chapelle, ou des camps, comme Auschwitz ou Neue Bremm. À partir de 1942, les conditions de vie à Ravensbrück se dégradent encore : surpopulation, froid, promiscuité, absence d'hygiène, manque de nourriture et travaux harassants épuisent les détenues.



Croquis réalisés par Yvonne Baratte au camp de Ravensbrück en mars 1945, quelques jours avant son décès.

Archives nationales, fonds Yvonne Baratte, 72AJ/3645



Coupelle, cuillère et mouchoir rapportés de Ravensbrück par Ariane Kohn.

Archives nationales, fonds Ariane Kohn, 72AJ/NC_Privés/22

Travail en usine, bûcheronnage, assèchement de marais constituent le quotidien des déportées affectées dans des kommandos extérieurs.

Malgré la peur, la faim et les violences qui leur sont infligées, les détenues venues de France font preuve de solidarité. Elles s'offrent de menus présents confectionnés à partir de matériaux récupérés, chantent et prient ensemble ou partagent leurs maigres vivres. La solidarité s'exerce également envers les « lapins », jeunes femmes polonaises victimes d'expériences pseudo-médicales qu'il s'agit de protéger de l'exécution ; ou encore envers les femmes enceintes et les enfants qui survivent difficilement à la *Kinderzimmer*.

Retour à la vie

Les premières libérations interviennent en avril 1945 via les « bus blancs » de la Croix-Rouge. Les Françaises sont nombreuses à en bénéficier. Certaines déportées survivent également aux marches de la mort décidées par les Allemands pour évacuer le camp avant l'arrivée de l'Armée rouge le 30 avril. À leur retour en France, les survivantes sont nombreuses à devoir séjourner quelque temps dans des établissements médicaux ou des centres de repos. Très amaigries et marquées par le travail forcé, elles ont besoin de guérir physiquement et psychologiquement. Un long processus de reconstruction commence, qui durera parfois toute leur vie. Ce rétablissement passe par l'entraide, notamment par la fondation d'associations d'anciennes déportées. L'étude scientifique des camps est également un moyen pour certaines, comme Germaine Tillion, de donner



Carte de rapatrié de Noëlla Rouget (Peauveau). Le nombre de mentions et de tampons, ainsi que l'état d'usure du document traduisent son usage fréquent voire quotidien au retour de la déportée.

Archives nationales, fonds Noëlla Rouget, 72AJ/3489

un sens à l'expérience concentrationnaire; tout comme les témoignages et le travail de mémoire, auxquels une partie des rescapées se consacrent jusqu'à la fin de leur vie.

Photographie réalisée pendant le séjour des anciennes déportées au chalet « La Gumfluh » à Château d'Œx, en Suisse.

Collection particulière de Brigitte et Éric Exchaquet-Monnier



Parcours biographiques des déportées

Marie Alizon

1921-1943



Archives nationales,
fonds Simone Alizon, 72AJ/2938

Filles d'hôteliers rennais, Marie et Simone Alizon s'engagent en octobre 1941 dans le réseau de résistance breton Johnny : elles effectuent des missions de renseignement, transmettent des courriers et cachent dans le sous-sol de l'hôtel familial des personnes recherchées par la Gestapo.

En mars 1942, après l'infiltration de leur groupe par l'*Abwehr*, elles sont arrêtées et envoyées à la prison de la Santé, à Fresnes, puis au fort de Romainville. Acheminées vers Compiègne le 23 janvier 1943, elles sont déportées le lendemain vers Auschwitz-Birkenau, dans le convoi dit des « 31 000 » (correspondant à la série de matricules des détenues au camp), seul convoi de résistantes à destination d'Auschwitz.

Simone n'a pas encore 18 ans. Le 4 juin 1943, Marie, épuisée et malade, meurt au *Revier* (baraquement tenant lieu d'infirmerie et de lieu de sélection pour les déportées malades), à tout juste 22 ans.

En août 1944, Simone est transférée à Ravensbrück puis à Beendorf. Libérée par la Croix-Rouge le 28 avril 1945, elle est rapatriée à la fin du mois de juin 1945, après avoir été soignée en Suède.

Après la guerre, elle épouse l'un des fondateurs du réseau Johnny, Jean Le Roux. Marquée par les séquelles de la déportation et le deuil de son aînée, elle livre en 1996, dans *L'exercice de vivre*, le récit lucide et amer de son expérience concentrationnaire.

Simone Alizon

1925-2013



Archives nationales, collection de
pièces saisies sur des prisonniers
civils, 72AJ/2002

Yvonne Baratte

1910-1945



Archives nationales,
fonds Yvonne Baratte, 72AJ/3645

Artiste peintre, sportive accomplie et infirmière à la Croix-Rouge, Yvonne Baratte s'engage dès mai 1940 dans le secours aux réfugiés puis aux internés, créant des bibliothèques dans les prisons de Fresnes, de la Santé et du Cherche-Midi. Elle participe aussi à des filières d'évasion et fournit des faux papiers.

En 1942, elle est à l'origine de l'Œuvre Sainte-Foy, qui assure l'envoi de colis vers les prisons parisiennes et les camps allemands. Arrêtée le 11 juillet 1944, elle est déportée à Ravensbrück le 15 août et envoyée successivement à Torgau, Königsberg-sur-Oder et Rechlin. Ramenée à bout de forces à Ravensbrück le 2 mars 1945, elle décède à l'infirmierie le 25.

Janine Carlotti

1920-2013

Janine Carlotti est étudiante en médecine à Paris lorsqu'elle rejoint le mouvement de résistance Franc-Tireur. Arrêtée le 5 août 1944, elle est déportée le 15 à Ravensbrück et affectée à Torgau puis à Königsberg-sur-Oder. En février 1945, devant l'avancée des troupes soviétiques, elle est évacuée vers Ravensbrück et envoyée à Rechlin. Après la libération du camp, très affaiblie, elle passe plus de cinq mois dans des infirmeries russes et ne regagne la France que le 12 octobre 1945. Devenue ophtalmologiste à l'hôpital des Quinze-Vingts à Paris, elle est très active au sein de l'Association des déportées et internées de la Résistance [ADIR].



Archives nationales,
fonds Janine Carlotti, 72AJ/NC_JPL/13

Martha Desrumaux

1897-1982

Martha Desrumaux, née dans une famille ouvrière de la région de Lille, adhère à la CGT à 13 ans et au Parti communiste à sa création, en 1921. Défenseuse ardente des droits des femmes au travail et première femme élue au comité central du Parti, elle effectue dès la fin des années 1920 des voyages en URSS. Entrée en clandestinité au début de la Seconde Guerre mondiale, elle est arrêtée en août 1941 et déportée en mars 1942 à Ravensbrück.

Atteinte du typhus, elle est rapatriée par un convoi de la Croix-Rouge début avril 1945. À son retour, elle est élue au conseil municipal de Lille et reprend ses activités militantes et syndicales. Elle œuvre notamment au sein de la Fédération nationale des déportés et internés, résistants et patriotes [FNDIRP].



Archives nationales, fonds des renseignements généraux section politique, 19940440/205, dossier 17203

Ariane Kohn

1912-1992



Ariane Kohn, professeur de cours complémentaires au début de la guerre et membre du mouvement Défense de la France, est arrêtée le 25 mai 1944 par la Gestapo pour fabrication de faux papiers. Transférée à Fresnes puis Romainville, elle est déportée au camp de Neue Bremm le 1^{er} juillet avant d'être transférée à Ravensbrück fin juillet 1944. Le 9 avril 1945, elle fait partie des 300 premières Françaises libérées par la Croix-Rouge suédoise en échange de prisonniers allemands à la frontière germano-suisse, trois semaines avant l'arrivée de l'Armée rouge à Ravensbrück. Elle témoigne de sa déportation dès l'été 1945.

Archives nationales, fonds Ariane Kohn, 72AJ/NC_Privés/22

Lise London

1916-2012

Née dans une famille d'immigrés espagnols communistes, Élisabeth Ricol rencontre en 1934 à Moscou son futur époux, le militant tchèque Artur London. Elle participe en 1936 à la constitution des Brigades internationales. Capitaine des Francs-tireurs et partisans, elle conduit en août 1942 à Paris, rue Daguerre, une manifestation contre l'occupant. Arrêtée, elle est condamnée aux travaux forcés à perpétuité par le tribunal d'État de Vichy en juillet 1943. Déportée à Neue Bremm le 30 mai 1944, elle est transférée le 15 juin à Ravensbrück puis, en juillet, au kommando de HASAG (usine d'armement), dépendant de Buchenwald. Après-guerre, Lise London participe à la révision du procès de son mari, emprisonné en Tchécoslovaquie à la suite des purges staliniennes. Elle rédige avec lui *L'Aveu*, fondé sur cette expérience.



Archives nationales,
fonds Lise et Artur London,
72AJ/NC_London/38

Micheline Maurel

1916-2009



Collection particulière
d'Olivier Maurel

Née à Toulon, professeur de lettres, Micheline Maurel s'engage très tôt dans la Résistance au sein des réseaux Gallia et Marco Polo. Arrêtée le 19 juin 1943 à la frontière espagnole, elle est déportée à Ravensbrück le 29 août. De retour dans sa ville natale en mai 1945, elle reprend un temps ses activités d'enseignement, puis devient traductrice à Genève, à l'Organisation mondiale de la santé et au siège de la Croix-Rouge internationale. Dès la fin des années 1950, son expérience de la déportation lui inspire plusieurs ouvrages : *Un camp très ordinaire* en 1957, *La vie normale* en 1958 et le recueil de poèmes *La passion selon Ravensbrück* en 1965.

Simone Michel-Lévy

1906-1945



Dès l'âge de 16 ans, Simone Michel-Lévy travaille à l'administration des PTT. En 1941, elle prend part à la création du réseau de résistance Action PTT qui vise à mettre sur pied une vaste entreprise de collecte et de transmission d'informations clefs concernant l'occupant. Dénoncée en novembre 1943, elle est arrêtée et torturée par la Gestapo, emprisonnée à Fresnes puis à Compiègne et déportée vers Ravensbrück le 31 janvier 1944, par le convoi des « 27 000 » (correspondant à la série de matricules des détenues au camp). En avril 1944, transférée au camp de Holleischen, elle est affectée dans une usine de munitions. Elle y mène des opérations de sabotage avec ses camarades Hélène Lignier et Noémie Suchet. Découvertes, les trois femmes sont battues et, quelques mois plus tard, pendues au camp voisin de Flossenbürg, dix jours avant la libération du camp.

Archives nationales,
fonds de la direction générale
de la Sûreté nationale, 19800281/289

Teresa Noce

1900-1980

Issue d'une famille ouvrière turinoise, Teresa Noce participe à la fondation du Parti communiste italien en 1921. À partir de 1926, elle vit successivement en URSS, en France puis en Espagne, où elle apporte son soutien aux Brigades internationales pendant la guerre civile. Elle se trouve en France au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale et, à partir de 1941, prend part à la Résistance communiste de la Main-d'œuvre immigrée [MOI]. Arrêtée en 1943, elle est déportée à Ravensbrück en 1944, puis à Flossenbürg et à Holleischen, où elle est libérée en mai 1945. Dès septembre 1945, elle fait partie des cinq femmes membres de l'Assemblée constituante de la République italienne et est élue députée jusqu'en 1958.



Archives de la fondation
Gramsci, Fondazione Istituto
piemontese «Antonio Gramsci»
di Torino, R0166254 006.050

Jacqueline Péry d'Alincourt

1919-2009



Veuve de guerre à 21 ans après le décès de son mari en captivité, Jacqueline d'Alincourt, bras droit de Daniel Cordier au Comité français de libération nationale [CFLN], est arrêtée en 1943 et déportée à Ravensbrück en avril 1944. Peu après son retour en France, fin 1945, elle épouse Pierre Péry, lui-même rentré de Buchenwald. Le couple s'installe rapidement aux États-Unis et y demeure quelques années. Jacqueline Péry témoigne tout au long de sa vie dans des universités américaines. En France, elle participe activement au Concours national de la Résistance et de la Déportation [CNRD] et intervient fréquemment en milieu scolaire. Elle est également la dernière présidente de l'Amicale des réseaux Action de la France combattante, dissoute en 2002.

Archives nationales, fonds Jacqueline Péry d'Alincourt, 72AJ/3641

Anise Postel-Vinay

1922-2020

En 1941, Anise Girard s'engage au sein de Gloria-SMH, réseau de renseignement de l'*Intelligence Service*. Arrêtée par les Allemands le 15 août 1942, elle est emprisonnée à la Santé, puis à Fresnes. En octobre 1943, elle est déportée à Ravensbrück. Elle noue avec Germaine Tillion et Geneviève de Gaulle une amitié indéfectible qui perdure après-guerre. Libérée le 23 avril 1945 par la Croix-Rouge suédoise, elle retrouve son frère et son père, eux aussi de retour de déportation. Sa sœur, Claire, également résistante, a été exécutée par les Allemands le 27 août 1944. En 1946, elle épouse André Postel-Vinay, compagnon de la Libération. Jusqu'à sa mort, elle participe activement aux associations d'anciens déportés. Elle publie en 2015 un témoignage, *Vivre*.



Archives nationales, fonds de la direction générale de la Sécurité nationale, 19800051/94

Noëlla Rouget

1919-2020

Institutrice à Angers, Noëlla Peaudeau entre dans la Résistance en distribuant de la propagande clandestine puis devient agent de liaison pour le réseau Honneur et Patrie. En juin 1943, elle est arrêtée, emprisonnée à la prison du Pré-Pigeon à Angers, puis transférée à Compiègne en novembre. Le 31 janvier 1944, elle est déportée à Ravensbrück. Libérée début avril 1945, elle regagne Angers très affaiblie et part en convalescence en septembre à Château-d'Éx, en Suisse romande, où elle rencontre son futur époux, André Rouget. Établie à Genève en 1947, elle s'engage au sein de l'Association des déportées et internées de la Résistance [ADIR], dont elle préside la délégation suisse.



*Archives nationales,
fonds Noëlla Rouget,
72AJ/NC_Privés/45*

Jeanne Sivadon

1901-1995



Recrutée dans la Résistance par son amie d'avant-guerre Berty Albrecht, protestante et assistante sociale comme elle, Jeanne Sivadon devient secrétaire générale en zone occupée de Combat zone nord début 1941. Arrêtée le 2 février 1942, mise au secret, elle est déportée en Allemagne en juin. Condamnée à mort par le tribunal du peuple allemand au procès du mouvement Combat en octobre 1943, sa peine est commuée en travaux forcés. Après plusieurs transferts, elle arrive à Ravensbrück en novembre 1944. En mars 1945, elle rejoint le camp de Mauthausen, où elle est libérée le 23 avril 1945. De novembre 1945 à 1949, elle est la première présidente de l'Association des déportées et internées de la Résistance [ADIR].

*La Contemporaine, fonds de l'ADIR
[Association nationale des anciennes
déportées et internées de la Résistance],
F/DELTA/RES/0797/57*

Élisabeth Skobstova

Mère Marie

1892-1945



Archives de la FNDIRP [Fédération nationale des déportés et internés, résistants et patriotes]

Élisabeth Skobstova, née à Riga dans l'empire russe, est une femme politique russe, philosophe, peintre et poétesse, exilée à Paris en 1921. Mariée deux fois, mère de trois enfants, elle choisit néanmoins de devenir religieuse, sous le nom de Mère Marie. Très active auprès des plus démunis avant-guerre, elle fonde l'Action orthodoxe, rue de Lourmel. Dès le début de l'Occupation, tout en se refusant à une résistance militaire, elle cache, avec le père Dimitri Klepinine, les pourchassés et les persécutés traqués par la Gestapo et leur procure de faux papiers. Arrêtée par les Allemands le 8 février 1943, elle est déportée à Ravensbrück, où elle est gazée le 31 mars 1945. Elle est canonisée par l'Église orthodoxe en juillet 2004.

Germaine Tillion

1907-2008

Ethnologue du monde berbère, Germaine Tillion œuvre activement dès l'automne 1940 au sein de l'Union nationale des combattants coloniaux, réseau qui, après-guerre, sera homologué sous le nom de « groupe du musée de l'Homme ». Victime d'une souricière le 13 août 1942, elle est emprisonnée à la prison de la Santé puis à Fresnes avant d'être déportée à Ravensbrück en octobre 1943. En octobre 1944, elle y écrit l'opérette *Le Verfügbar aux Enfers* (*verfügbar* désignant le déporté non affecté à un kommando fixe, « disponible » pour les gros travaux extérieurs et intérieurs du camp). Évacuée par la Croix-Rouge suédoise le 23 avril 1945, elle commence à écrire sur l'univers concentrationnaire dès son retour et reste toute sa vie très impliquée dans les organisations de déportés et le combat pour la mémoire. Décédée en 2008, elle entre au Panthéon le 27 mai 2015.



Archives nationales, fonds de la direction générale de la Sûreté nationale, 19080448/186

En hommage

à toutes les déportées de Ravensbrück,
et notamment...

Rosa Menzer



Née en Lituanie en 1886, membre du parti communiste allemand dès sa création en 1918. Militante antinazie d'origine juive, elle est arrêtée en octobre 1939 par la Gestapo. Déportée à Ravensbrück en mars 1940, elle est gazée au centre d'exécution de Bernburg en mai 1942.

Olga Benário Prestes



Née en 1908 à Munich, militante communiste allemande d'origine juive. Mariée à un Brésilien, enceinte, elle est extradée du Brésil vers l'Allemagne en 1936. Elle accouche de sa fille en prison et est déportée dès 1939 à Ravensbrück. Elle est gazée à Bernburg en avril 1942.

Florentine Berson



Née en 1884, militante communiste. Elle prend part à la Résistance en cachant des tracts à son domicile. Dénoncée, elle est arrêtée en septembre 1941 et détenue dans plusieurs prisons en Allemagne à partir de décembre 1942. Elle est déportée en décembre 1944 à Ravensbrück et y est gazée le 6 mars 1945.

Käthe Niederkirchner



Née en 1909, militante communiste et antinazie allemande. Exilée en URSS en 1933, elle est parachutée en Pologne et tente de regagner l'Allemagne pour y rejoindre la résistance communiste. Elle est capturée, déportée et fusillée à Ravensbrück le 27 ou le 28 septembre 1944.

Julienne Launay



Épouse Fatoux, née en 1902 dans le Pas-de-Calais. Elle est déportée le 30 juin 1944 à Ravensbrück. Elle y est gazée le 6 mars 1945.

Marie-Louise Cloarec



Née en 1917, entrée en résistance en Algérie au sein du corps féminin des transmissions. Formée comme radio à Londres, elle est parachutée en France en avril 1944 avec trois camarades. Arrêtées, les quatre jeunes femmes sont déportées à Ravensbrück en août 1944 et fusillées le 18 janvier 1945.

Rose Probst



Née en 1889, originaire de l'Est de la France. Elle trouve refuge dans le Puy-de-Dôme en 1940. Elle devient agent de liaison à Clermont-Ferrand et est arrêtée en même temps que plusieurs membres de sa famille. Déportée par le convoi du 31 janvier 1944, elle décède à Ravensbrück le 28 février 1945.

Julia Voisin



Née le 8 juillet 1884 à Tours, arrêtée en avril 1943 pour avoir distribué des tracts, en même temps que sa belle-fille Thérèse, également résistante. Elles sont déportées à Ravensbrück en mai 1944. Julia est gazée le 6 mars 1945, tandis que Thérèse survit, portant témoignage du sort de sa belle-mère.

Marie Talet



Née en 1884, directrice d'un collège de jeunes filles à Angers, arrêtée en décembre 1943 avec cinq collègues. Dénoncées pour avoir aidé des jeunes filles juives, elles sont déportées à Ravensbrück. Marie Talet décède au camp le 14 décembre 1944. Trois de ses collègues reviendront de déportation.

Yvonne Chollet



Née en 1897, institutrice à Vendôme et résistante. Arrêtée pour avoir porté secours à des aviateurs alliés, elle est détenue au camp de Royallieu-Compiègne où elle organise une chorale. Déportée par le convoi du 31 janvier 1944, elle décède à Ravensbrück le 23 février 1945.

Suzanne dite Suzy Mertzizen



Née en 1919, membre du corps féminin des transmissions à Alger. Parachutée en France avec trois camarades – Marie-Louise Cloarec, Eugénie Djendi et Pierrette Louin –, elle est déportée avec elles à Ravensbrück en août 1944. Elles sont fusillées ensemble le 18 janvier 1945.

Irma Jouenne



Née en 1889, institutrice à Saint-Benoît, village de la Vienne. Elle est arrêtée en juin 1944 après avoir hébergé et aidé des personnes traquées à franchir la ligne de démarcation. Déportée à Ravensbrück, elle y décède en février 1945.

« Le ciel est d'abord d'un bleu gris d'argent.
On croirait voir une faïence de Copenhague.
Les sapins du camp des hommes se détachent en
ombre chinoise. Peu à peu, l'argent devient d'un rose
unique, merveilleux, tirant sur le parme.
Tout maintenant est d'un mauve lumineux, intense.
Il n'y a qu'à Ravensbrück qu'il m'a été donné de voir
une teinte pareille de ciel. Mais je sais que malgré tant
de beauté, plus jamais je n'aimerai l'aube. »

Solange Blanc de Vianney,
« Femmes à tuer. Le convoi historique du 15 août 1944 »
(Archives nationales, 72AJ/335)

Exposition

COMMISSARIAT SCIENTIFIQUE ET CONCEPTION DU LIVRET

**Direction des fonds,
département de
l'Exécutif et
du Législatif**

Lucile Chartain

**Direction des fonds,
département de la
Justice et de l'Intérieur**

Marine Garnier

APPUI SCIENTIFIQUE

**Direction des fonds,
département
de l'Exécutif et
du Législatif**

Patricia Gillet
et Aude Roelly

COMMISSARIAT TECHNIQUE

**Département de l'action
culturelle et éducative,
service des expositions**

Régis Lapasin
et Jérôme Séjourné

SCÉNOGRAPHIE, COORDINATION ET SUIVI DU CHANTIER

**Département de l'action
culturelle et éducative,
atelier de montage
et d'encadrement**

Jérôme Politi et son équipe :

Agatha Castellini,
Agata Cieluch,
Raymond Ducelier,
Christophe Guilbaud

COMMUNICATION

Gérald Gauquier

GRAPHISME

Raphaëlle Vial



www.archives-nationales.culture.gouv.fr



MINISTÈRE
DE LA CULTURE

ARCHIVES
NATIONALES

*Liberté
Égalité
Fraternité*